



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Val-d'Oise

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)**

Appel d'offres Ouvert

Articles L2324-1 et R2124-2 du Code de la commande publique

Marché de fournitures

Objet de la consultation

**Prestations de nettoyage des locaux de la CPAM du Val-d'Oise avec fourniture
de consommables**

Marché n°2025-021

POUVOIR ADJUDICATEUR

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU VAL-D'OISE

Immeuble les Marjoberts- 2, rue des Chauffours

95017 Cergy-Pontoise Cedex

Le présent document établi en date du 26 mai 2025 comporte 32 feuillets numérotés de 2 à 32.

Annexe 1 au CCAP – Fiche de pénalités applicables

Table des matières

1 ^{ère} PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES	3
<i>ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE</i>	3
<i>ARTICLE 2 : PARTIES CONTRACTANTES</i>	4
<i>ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS</i>	5
<i>ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE</i>	6
<i>ARTICLE 5 : MONTANT ANNUEL DU MARCHE</i>	6
<i>ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITE</i>	7
<i>ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES PARTIES</i>	7
<i>ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE – CESSION DU MARCHE</i>	8
<i>ARTICLE 9 : MODIFICATION DU MARCHE</i>	10
<i>ARTICLE 10 : CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE</i>	10
2 ^{ème} PARTIE : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
<i>ARTICLE 11 : CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS</i>	13
<i>ARTICLE 12 : BON DE COMMANDE</i>	13
<i>ARTICLE 13 : MODALITES D'EXECUTION</i>	14
<i>ARTICLE 14 : MODIFICATION DES PRESTATIONS</i>	20
3 ^{ème} PARTIE : PRIX ET REGLEMENT	21
<i>ARTICLE 15 : PRIX ET REGLEMENT</i>	21
<i>ARTICLE 16 : AVANCES</i>	25
4 ^{ème} PARTIE : PENALITES RESILIATION ET LITIGES	26
<i>ARTICLE 17 : REFACTIONS ET PENALITES</i>	26
<i>ARTICLE 18 : GREVES</i>	27
<i>ARTICLE 19 : RESILIATION DU MARCHE</i>	27
<i>ARTICLE 20 : REGLEMENT DES LITIGES</i>	28
5 ^{ème} PARTIE : FORMALITES ADMINISTRATIVES	30
<i>ARTICLE 21 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE</i>	30
<i>ARTICLE 22 : ASSURANCES</i>	30
<i>ARTICLE 23 : CHANGEMENT D'INDICE</i>	31
6 ^{ème} PARTIE : DEROGATIONS AU CCAG FCS	32

1^{ère} PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

1-1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet le nettoyage et l'entretien courant des locaux de la CPAM du Val-d'Oise répartis sur le département du Val d'Oise ainsi que la fourniture des produits d'entretien et des consommables.

La liste des sites d'exécution des prestations et leurs effectifs figure à l'Annexe 1 - ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE du CCTP. Cette liste est évolutive (A la hausse comme à la baisse), en fonction des besoins de la CPAM du Val-d'Oise.

1-2. Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques (Fréquence, cadences, délais, périmètre, unité de mesure...) sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe technique et financière.

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'ensemble des prestations, décrites dans le CCTP et ses annexes, à savoir :

- Le nettoyage et l'entretien courant des locaux,
- Le nettoyage des surfaces vitrées intérieures de l'ensemble des bâtiments et des surfaces vitrées extérieures des bâtiments,
- L'enlèvement des déchets,
- La fourniture des consommables pour les sanitaires.
- Les prestations ponctuelles ou exceptionnelles non prévues au DPGF, mais susceptibles d'être commandées, dites " prestations à la demande BPU"

1-3. Obligation de résultat

La consistance des prestations, les délais ou cadences de réalisation et leurs spécifications, sont contenus dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ainsi que dans son annexe technique et financière. Les prestations du titulaire devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire du présent marché public s'engage à une **obligation de résultat** pour exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions définies ci-après et conformément aux dispositions prévues au cahier des clauses techniques particulières et dans son annexe technique et financière. Cette obligation de résultat s'applique aux surfaces susceptibles d'être rattachées au marché.

Les fréquences minimales pour obtenir la qualité requise ne sont cependant constitutives, pour le Titulaire, que d'un engagement minimum, l'accord-cadre étant, en effet, soumis à une obligation de résultat, en conformité avec sa proposition technique et financière.

Au titre de cette obligation, le Titulaire s'engage à ce que tous les locaux concernés par le présent marché soient propres et exempts de toutes salissures. Il devra donc assurer toutes les tâches nécessaires au maintien de la propreté et de l'hygiène dans les locaux, même si celles-ci ne sont pas toutes explicitement mentionnées dans le CCTP ou son annexe technique et financière.

Le Titulaire garantit les résultats fixés au présent marché et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens compatibles avec la nature de l'activité du lieu (Site d'accueil du public, bureaux, site de production, ...) de déploiement des prestations et qu'il juge utiles pour l'accomplissement de ses missions.

1-4. Procédure de consultation

Le présent marché public est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L 2324-1 et R 2124-2-1° du Code de la commande publique.

1-5. Dévolution

L'objet du marché n'est pas alloti compte tenu de l'impossibilité d'opérer une distinction dans les prestations.

1-6. Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, passé sur la base de prix forfaitaires et de prix unitaires, conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 et R. 2162-1 à R. 2162-14 du Code de la commande publique,

Conformément aux dispositions de l'article R 2162-4 2 du Code de la commande publique, **l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum en valeur.**

Le montant maximum global sur toute la durée du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises, **ne pourra dépasser 3 999 999€ HT.**

ARTICLE 2 : PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part : La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val d'Oise, désignée dans le présent CCAP par l'expression "l'organisme" et représentée par Madame Edwige RIVOIRE, Directrice Générale,
- D'autre part : Chaque entreprise, ou chaque groupement solidaire d'entreprises, titulaire d'un marché séparé, désigné dans le présent CCAP et le CCTP par l'expression "le titulaire".

La personne représentant le pouvoir adjudicateur est : Madame la Directrice Générale de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val-d'Oise,

Le comptable assignataire est : Madame la Directrice Financière et Juridique de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val-d'Oise.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dérogation à l'article 4 du CCAG FCS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS, le présent marché est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

➤ Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement et ses annexes à savoir :
 - Annexe 1 à l'AE : Bordereau de décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), (*Onglet "RECAP GENERAL" de l'annexe technique et financière annexée au CCTP*),
 - Annexe 2 à l'AE : Bordereau de prix unitaires (BPU) applicables aux prestations ponctuelles (*Onglet "PRESTATIONS A LA DEMANDE BPU" de l'annexe technique et financière annexée au CCTP*),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe, en date du 26 mai 2025, accepté sans aucune modification et dont l'original est conservé dans les archives de l'organisme, fait seul foi,
 - Annexe 1 au CCAP – Fiche de pénalités applicables
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses deux annexes, en date du 26 mai 2025, accepté sans aucune modification et dont l'original est conservé dans les archives de l'organisme, fait seul foi,
 - Annexe 1 : Annexe Technique et Financière
 - Annexe 2 : Fiche de Contrôle Qualité
- L'Acte Contractuel de Confidentialité,
- Le Livret Sécurité du Prestataire,
- Le Règlement Général de Protection des données – RGPD,
- Le mémoire technique du candidat présenté à l'appui de son offre,
- Les fiches techniques des produits d'entretien et consommables utilisés,
- Les fiches de données de sécurité des produits d'entretien,
- La liste des personnels concernés par l'obligation de reprise,
- La liste nominative des personnels intervenants.

➤ Documents généraux

- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes des organismes de Sécurité sociale (non joint) ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (non joint) ;
- Le code de la commande publique (non joint).

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Les pièces évoquées ci-dessus sont réputées déroger à toutes conditions (générales, particulières, spéciales...) émises par le titulaire dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité.

Toutefois, dans le cas où les conditions du titulaire comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts du pouvoir adjudicateur, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Le titulaire du marché est réputé connaître les documents ci-dessus énumérés et tenu d'accepter les clauses et conditions de l'ensemble des pièces contractuelles, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente ou dans les tarifs du Titulaire contraire aux dispositions des documents régissant le marché, est réputée non conforme.

ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu depuis sa date de notification pour une période d'un an.

Il est renouvelable 3 fois par tacite reconduction, sans que sa durée totale n'excède ***quatre ans***.

Le titulaire ne peut refuser sa reconduction.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur a la faculté de dénoncer le marché par lettre recommandée avec accusé réception, adressée au moins trois mois avant la date prévue de reconduction. Cette dénonciation ne donnera pas lieu au versement d'indemnités au profit du titulaire.

La date de début d'exécution des prestations sera fixée au sein de l'acte de notification du marché.

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

ARTICLE 5 : MONTANT ANNUEL DU MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article R 2162-4 2 du Code de la commande publique, **l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum en valeur.**

S'agissant d'un accord-cadre à bons de commande, les commandes de prestations ponctuelles se feront au fur et à mesure des besoins de l'organisme, sans seuil minimum de commande.

Le montant maximum global des prestations (*prestations quotidiennes, fourniture de consommables et prestations ponctuelles*) sur toute la durée du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises, ne pourra dépasser 3 999 999€ HT.

A NOTER

Le montant de la redevance forfaitaire annuelle est susceptible de modifications en fonction de la politique immobilière de la CPAM du Val d'Oise.

Des avenants en moins-value ou plus-value pourront être réalisés, sans que le titulaire du marché ne s'oppose à leur mise en œuvre. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITE

Tous les documents, informations, données, méthodes de toute nature auxquels le titulaire a eu accès, à quelque titre que ce soit au cours de l'exécution du présent marché sont confidentiels (article 226-13 du code pénal) et restent la propriété exclusive de l'organisme qui en interdit la diffusion et l'utilisation, en totalité ou partiellement, à d'autres fins que celles strictement nécessaires à la réalisation de l'objet du présent marché.

Le présent marché est également considéré comme confidentiel, au même titre que les échanges d'informations sous toutes les formes (courriers, courriels, ...) entre les parties.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'organisme, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations,
- Informer tout son personnel - salariés et collaborateurs - des engagements définis au présent marché et de son obligation de discrétion et de sécurité.

Le titulaire s'engage par ailleurs à respecter l'obligation de confidentialité selon les termes de l'Acte contractuel de confidentialité joint au dossier de consultation.

Un livret de Sécurité du prestataire relatif à la Sécurité du Système d'Information de l'Assurance Maladie est remis au titulaire.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1. Interlocuteurs privilégiés

Pour la gestion et le contrôle des prestations à la charge du titulaire, le Responsable de l'organisme désignera ses représentants qui seront les seuls habilités pour dialoguer avec le titulaire.

A la notification du marché, le titulaire désigne un correspondant responsable de la bonne exécution et du suivi des prestations. Il est l'interlocuteur unique de l'organisme. Cet interlocuteur doit connaître l'environnement technique et les services concernés, être en mesure d'apporter des réponses aux questions posées sur l'indisponibilité, le dysfonctionnement, la durée, les modalités de rétablissement des prestations, etc....

7.2. Obligations des parties

Obligations du titulaire

Sans préjuger de la description des tâches détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), ses annexes ou/et dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), le titulaire est responsable, tous les jours, de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlement et ne peut exercer aucun recours contre l'organisme en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'organisme et pour les tiers.

Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir l'organisme de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Le titulaire a à sa charge d'assurer l'ordre, l'hygiène, la discipline et la sécurité en général, dans les locaux qui lui sont confiés.

Le titulaire a une obligation de résultat dans l'exécution des prestations.

Obligations de l'organisme

L'organisme s'engage à garantir au titulaire le libre accès des locaux durant les périodes définies dans les documents du marché.

L'organisme s'interdit, dans le cas d'une exécution des prestations par le titulaire selon les stipulations du marché, d'exécuter ou de faire exécuter des prestations de nettoyage par du personnel autre que celui du titulaire.

ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE – CESSION DU MARCHE

Le titulaire est tenu de répondre, dans un délai maximum de 8 jours, à toute demande de la CPAM du Val-d'Oise visant la régularisation de sa situation en cas de sous-traitance, cession ou changement de dénomination, sous peine de pénalités énoncées à l'article 17 du CCAP.

8.1. Sous-traitance

En application des dispositions du code de la commande publique, **le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.**

La déclaration du sous-traitant par le titulaire du marché, son acceptation ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur sont exigés par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée.

En cas de recours à la sous-traitance, le titulaire s'engage à faire respecter par ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent CCAP.

Le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'organisme des prestations sous-traitées.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Les pièces visées ci-après seront jointes à la demande de sous-traitance :

- ▶ Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société ;
- ▶ Un extrait kbis ;
- ▶ Si la société est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- ▶ Une attestation d'assurance ;
- ▶ Une déclaration sur l'honneur relative au respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L.5212-1 à 4 du code du travail ;
- ▶ Une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- ▶ Une déclaration sur l'honneur concernant la régularité de sa situation au regard de ses obligations fiscales et sociales ;
- ▶ Les éléments relatifs au chiffre d'affaires des trois dernières années ; à l'effectif et aux moyens humains de la société ;
- ▶ Une liste de références concernant des prestations similaires réalisées au cours des trois dernières années.

Comme rappelé précédemment, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

A ce titre, il lui incombe de procéder à la collecte des documents précités auprès de ses sous-traitants afin de les produire sous huitaine à toute réclamation du pouvoir adjudicateur.

La sous-traitance occulte est interdite.

Si l'organisme a connaissance de l'*exécution de prestations par un sous-traitant non déclaré, l'accès aux locaux lui sera interdite jusqu'à la régularisation de sa situation*, ceci aux *risques et périls du titulaire* qui devra supporter le retard occasionné dans l'exécution desdites prestations.

La méconnaissance de ses obligations en matière de déclaration de sous-traitants peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Le défaut de déclaration d'un sous-traitant est en outre passible d'une amende de 7 500 euros (Cf. article L8271-1-1 du Code du travail).

8.2. Cession du marché

Le titulaire doit informer l'organisme de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui sont notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

L'organisme peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties et que le cessionnaire accepte les conditions du marché.

En cas d'acceptation de la cession du marché par l'organisme, elle fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

En cas de cession du présent marché, le titulaire doit remettre à l'organisme, dès le jour d'effet de la cession du marché et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les prestations effectuées dans le cadre du présent marché.

8.3. Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'organisme par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Il devra également produire sous huitaine les documents qui s'avèreraient nécessaires à la mise à jour de son dossier fournisseur dans les registres de la CPAM du Val-d'Oise (Nouveau RIB, nouveaux statuts, Avis de publicité légale, ...)

ARTICLE 9 : MODIFICATION DU MARCHE

Toute modification aux clauses du présent CCAP doit être matérialisée par un avenant signé par les deux parties.

Aucun changement aux prestations de nettoyage ne peut être apporté en cours d'exécution sans l'autorisation écrite et expresse de l'organisme. Les frais résultants de changements non autorisés et toutes leurs conséquences seront à la charge du titulaire.

ARTICLE 10 : CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

10.1. Clause sociale

Le titulaire s'engage à réserver un volume horaire à des personnes en parcours d'insertion au fur et à mesure de l'exécution des marchés et sur toute leur durée.

Cette condition d'exécution sera réalisée et comptabilisée :

- par le remplacement de tout emploi vacant (suite à un départ volontaire ou lors de l'entrée dans un marché de sites ne disposant pas de personnel repris au titre de l'annexe VII de la convention collective des entreprises de propreté);
- à l'occasion de toute commande de prestations hors forfait.

Les agents d'encadrement entrent en compte dans le calcul du volume horaire travaillé sur l'ensemble des marchés.

A cet effet, le titulaire peut recourir à :

- l'embauche directe de personnes en insertion (CDI ou CDD sur toute la durée du marché) ;
- la sous-traitance à une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ;
- l'accord de sous-traitance est basé sur un nombre d'heures de travail affectées au marché ;

- la co-traitance avec une entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée. Les deux partenaires s'engagent conjointement sur l'objectif d'insertion et répondent en commun à l'appel d'offres ;
- la mise à disposition de personnel par une SIAE : mutualisation des heures de travail du personnel en insertion par le recours à du travail temporaire via des entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou des associations intermédiaires (AI) ou à la participation à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

Ces solutions permettent notamment aux entreprises attributaires de bénéficier de l'expertise des SIAE en matière d'accompagnement social et professionnel.

Pour information, le titulaire peut rechercher des solutions pertinentes :

- dans le cas de SIAE, en consultant le site www.socialement-responsable.org ;
- pour les entreprises adaptées en consultant le site : <http://www.handeco.org/> et www.unea.fr ;
- pour l'embauche de personnes en parcours d'insertion et dans tous les cas de figure auprès des « facilitateurs » (gestionnaires de clause sociales) situés dans les maisons de l'emploi, les PLIE ou certaines collectivités (voir le site de l'association AVE : www.ville-emploi.asso.fr).

A défaut, les services publics : Pôle emploi, la « mission insertion » du conseil général de chaque département, etc....

Le titulaire prévoit le personnel d'encadrement suffisant pour accompagner les personnes en insertion.

Les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi, peuvent être considérés comme publics éloignés de l'emploi. Toutefois, l'établissement qui recrute doit alors justifier qu'il dépasse les conditions prévues dans les articles L.5212-2, L.5212-3 et L.5212-5 du code du travail.

Obligation de communication du titulaire :

- **Au cours du dernier mois de chaque année d'exécution du marché, le titulaire devra fournir un bilan annuel relatif à l'exécution de la clause sociale et au volume d'heures affectés au marché, sous peine d'application de la pénalité mentionnée à l'article 17 du présent CCAP.**
- **Le titulaire est tenu de répondre, dans un délai maximum de 8 jours, à toute demande de la CPAM du Val-d'Oise sous peine de pénalités énoncées à l'article 17 du CCAP.**

10.2. Clause environnementale

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-FCS, des obligations environnementales du Titulaire sont requises dans l'exécution du marché. Énoncées au présent au CCAP, lesdites obligations se retrouvent dans les moyens d'exécution attachés au marché.

10.2.1. Respect de la réglementation environnementale

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande de l'Organisme.

De plus, en cas de sous-traitance, le Titulaire doit s'assurer du respect par son sous-traitant de ces obligations environnementales.

10.2.2. Limitation des impacts sur l'environnement

Le Titulaire mettra tout en œuvre pour limiter ses impacts sur l'environnement. Il veillera notamment à la limitation et au traitement des déchets et des rejets pendant le marché.

Le Titulaire veillera également à limiter ses impacts sur l'environnement liés à ses déplacements dans le cadre des prestations du marché.

10.2.3. Conditions d'exécution environnementale

10.2.3.1 Remplacement d'un produit

En cas de remplacement d'un produit prévu initialement au marché, le titulaire soumettra la fiche produit à l'avis d'un représentant du pouvoir adjudicateur. Il justifiera par écrit que son produit de remplacement est aussi respectueux de l'environnement que le produit initial.

Tant qu'un nouveau produit n'a pas été validé par la CPAM du Val-d'Oise, il lui est strictement interdit de l'utiliser dans le cadre du marché.

10.2.3.2 Respect des consignes de tri sélectif des déchets en vigueur à la CPAM du Val-d'Oise

La CPAM du Val-d'Oise met en place dans certains sites un système de tri sélectif avec des contenants dédiés par typologie de déchets.

A cet effet, des modules de tri sélectif sont implantés sur les sites des Marjoberts et du Galien.

Des conteneurs de collecte sont à disposition pour la centralisation des déchets par typologie récupérés dans les contenants de tri sélectif pour les Marjoberts et le Galien ou les contenants tout venant dans les autres sites.

Le titulaire assure quotidiennement l'enlèvement des déchets dans les modules de tri sélectif et le regroupement dans les conteneurs de collecte appropriés.

Il veillera au strict respect, par son personnel, des consignes et procédures mises en place par la CPAM du Val-d'Oise pour le tri sélectif des déchets.

2^{ème} PARTIE : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 11 : CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS

11.1. Généralités

En cas d'écart (non-conformité, absence de prestation, non-respect de la périodicité, non-respect des délais contractuels de productions de devis ou autre document contractuel, ...) constaté dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt l'application de réfections et pénalités prévues à l'article 17 du présent CCAP, le cas échéant, sans avertissement préalable.

11.2. Prestations au titre du forfait

Les prestations de nettoyage et d'entretien dues au titre du forfait sont exécutées selon les modalités et les périodicités d'interventions définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

11.3. Prestations ponctuelles

Les prestations sont exécutées à la demande expresse de l'organisme. Celui-ci adressera au titulaire, préalablement à l'exécution des prestations ponctuelles un bon de commande signé, daté, définissant la nature des prestations et le prix à partir des prix unitaires figurant sur le bordereau des prix joints à l'acte d'engagement.

Le titulaire intervient à la date et aux horaires prévus dans le bon de commande.

ARTICLE 12 : BON DE COMMANDE

La notification du marché vaut bon de commande concernant les prestations forfaitaires pour le lancement du marché et ses éventuelles reconductions.

Les bons de commande concernant les prestations ponctuelles sont émis au fur et à mesure des besoins de l'organisme.

Les bons de commande concernant les demandes de prestations ponctuelles sont écrits. Ils sont signés, numérotés et datés par le pouvoir adjudicateur. Ils sont mis en œuvre selon les modalités suivantes :

- a. Les bons de commande sont notifiés au titulaire en un seul exemplaire, par mail avec demande d'un accusé de réception.
- b. A réception, le titulaire renvoie à l'organisme dans les **délais contractuels de réponse fixés au CCTP**, la notification de la prise en compte de la demande par email, par retour de l'accusé de réception.

Les délais contractuels de réponse aux sollicitations de la CPAM du Val-d'Oise, au même titre que ceux de la réalisation des prestations fixés au CCTP courent à partir de la demande formulée par l'organisme.

Pour ces demandes de prestations ponctuelles, le titulaire devra répondre aux sollicitations de l'organisme dans les délais maximums fixés au CCTP par nature ou degré d'urgence de la prestation. A défaut, il encourt l'application de pénalités fixées à l'article 17 du présent CCAP.

Les délais sont décomptés en jours calendaires. Le titulaire se conforme strictement aux prescriptions des bons de commande.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

Les délais fixés dans les bons de commande ont valeur contractuelle. Leur non-respect entraîne des pénalités à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 13 : MODALITES D'EXECUTION

13.1. Cadences - Moyens humains - Nombre d'heures

La cadence prévisionnelle pour la réalisation de toutes les prestations décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières est librement déterminée par le titulaire lors de sa réponse à la consultation. Elle est indiquée dans l'annexe 1 au CCTP - ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE.

Ces cadences traduisant les moyens humains et le nombre d'heures, judicieusement évaluées et indiquées par le titulaire, doivent permettre de réaliser l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du forfait, quelle que soit la périodicité.

Cette évaluation engage le titulaire tenu à une obligation de résultat, comme précédemment rappelé.

S'il est constaté à l'usage que ces cadences sont insuffisantes (découlant d'une mauvaise évaluation du titulaire) le titulaire devra adapter lesdits moyens (augmentation des effectifs et/ou nombre d'heures affectés à la prestation en cause etc.) sans qu'aucun supplément de prix ne puisse lui être accordé.

13.2 Personnel sur site

Les effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites au CCTP, leur répartition basée sur les périodicités définies au CCTP, sont fixés par le titulaire dans un mémoire justificatif annexé à son acte d'engagement.

Le titulaire doit appliquer la législation en vigueur pour les modes de répartition qu'il propose dans son offre.

Le titulaire remet à la demande de l'organisme la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement huit jours (8 jours) après la date de notification du marché. Cette liste indique le nombre d'agents avec leur qualification, leurs années d'ancienneté, leur coefficient de rémunération.

L'organisme est en droit de transmettre cette liste aux candidats lors de la remise en concurrence de marché de nettoyage.

Cette liste du personnel affecté est établie par site. Elle sera tenue à jour et elle sera jointe au registre des opérations de nettoyage.

Si cette liste n'est pas remise dans les délais et/ou n'est pas tenue à jour, il pourra être fait application des pénalités prévues à l'article 17.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'oeuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par l'organisme.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- Aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant dans les sites.

L'ensemble du personnel affecté dans les sites et le personnel de remplacement a la formation nécessaire à l'exécution des prestations prévues dans le marché.

La formation concerne la base des techniques de nettoyage et des caractéristiques des produits de nettoyage qu'ils sont amenés à utiliser ainsi que les instructions nécessaires en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement.

Le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelques causes que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Les glaces, verres, etc., brisés au cours de ces travaux doivent être aussitôt remplacés aux frais du titulaire.

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières. Il s'engage à faire respecter les règlements intérieurs et de sécurité propres aux différents sites.

Il sera notamment interdit au personnel du titulaire d'utiliser le téléphone sans autorisation de l'organisme ou de son représentant, de se faire aider dans l'exécution de son travail par une personne étrangère à l'entreprise.

Le titulaire doit être en mesure de fournir la preuve de la formation de son personnel au moyen de certificats obtenus auprès d'un établissement reconnu, et ce si l'organisme en fait la demande.

L'organisme se réserve le droit à tout moment, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Conformément au présent CCAP, le nombre d'heures indiqué par le titulaire dans son offre (acte d'engagement) est contractuel. Ces éléments constituent les moyens minimaux à mettre en œuvre.

13.3. Reprise du personnel en place

Le titulaire fait son affaire de la reprise du personnel en place actuellement affecté à l'exécution du marché de nettoyage, selon la réglementation en vigueur, les conventions collectives ainsi que les règles d'usage de la profession.

L'organisme est en droit de demander, à l'occasion de la mise en place du marché, le remplacement du personnel de l'ancien titulaire.

L'organisme ne saurait en aucun cas intervenir et être pris à partie dans un conflit entre le titulaire et le personnel concerné.

13.4. Encadrement du personnel

Le titulaire devra obligatoirement affecter au chantier **un agent responsable de l'encadrement**.

Les instructions de l'organisme lui seront transmises. Il lui appartient de les communiquer et de les faire appliquer au personnel qu'il encadre.

Cette personne sera tenue de rencontrer **au moins 1 fois par semaine** un des responsables du centre ou de l'immeuble afin de parer aux éventuels problèmes rencontrés dans l'exécution des prestations.

Le titulaire du marché est responsable de la discipline du personnel, du respect des conditions d'exécution des prestations et de l'application de l'ensemble des clauses du CCTP.

13.5. Moyens matériels

Le titulaire fournit à son personnel, et sous sa seule responsabilité, le matériel et l'outillage nécessaire courant ou spécialisé.

L'outillage devra être neuf ou en parfait état de fonctionnement lors de la date de prise d'effet du présent marché.

Le titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à l'organisme qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si de l'outillage et des matériels appartenant à l'organisme étaient prêtés au titulaire, celui-ci les mettrait en oeuvre sous sa propre responsabilité.

Le titulaire devra, pendant toute la durée du marché, mettre à disposition du matériel adéquat afin de tenir compte de l'évolution des techniques, pour améliorer la qualité des prestations.

Le titulaire fournit à l'organisme dans les 8 jours à compter de la date de notification du marché la liste détaillée par site des matériels utilisés.

13.6. Vêtements de travail

Le titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et d'équipements de protection.

En outre, tout le personnel du titulaire intervenant sur les sites, y compris le personnel d'encadrement, doit porter en permanence un insigne spécifique de l'entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de l'insigne ou s'il présente une tenue négligée.

13.7. Visites médicales

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent avant sa prise en fonction ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il a l'obligation de soumettre son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

13.8. Liens juridiques

Il est expressément entendu que le personnel du titulaire demeure à tous les égards, les salariés de ce dernier, que ce soit en matière de législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, etc.

Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée du marché est entièrement pris en charge par lui.

13.9. Accès aux locaux

L'organisme dotera le titulaire en quantité suffisante de clefs, de code ou de badges d'accès permettant l'accès aux immeubles concernés par les prestations.

Ces clefs et ces badges ne doivent, ni être dupliqués, ni être remis ou confiés à un tiers sans l'autorisation expresse du représentant de l'organisme.

Les codes d'accès ne doivent pas être divulgués à des tiers sans autorisation expresse de l'organisme.

Toute infraction à cette règle sera de nature à mettre en œuvre la responsabilité du titulaire et à d'éventuelles poursuites judiciaires en cas de problème grave.

En cas de perte ou de vol des clefs ou des badges d'accès, le titulaire avise aussitôt l'organisme.

Le titulaire supportera alors tous les frais occasionnés par les différents changements (clefs, barilletts, serrures, badges etc.)

Les clefs et les badges d'accès seront restitués à l'organisme à l'issue du marché ou en cas de résiliation anticipée.

En cas de non respect de cette dernière clause, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 17 ci-après.

En ce qui concerne l'accès aux immeubles dotés d'un dispositif de détection intrusion, s'il s'avère que le personnel du titulaire est responsable de déclenchements intempestifs de l'alarme, les frais d'intervention correspondants seront imputables au titulaire.

13.10. Locaux mis à la disposition du titulaire

Un local sera mis à la disposition du personnel du titulaire conformément à la réglementation du travail en vigueur.

Les locaux mis à la disposition du titulaire ne peuvent être utilisés que pour l'exécution de ce marché.

L'organisme se réserve le droit d'accès à ces locaux.

L'organisme se réserve également la possibilité de les échanger contre d'autres locaux sous réserve de proposer d'autres locaux satisfaisant aux exigences réglementaires.

Le titulaire prendra les locaux dans l'état où ils lui seront remis par l'organisme, sans pouvoir exercer aucun recours contre celui-ci, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit.

Le titulaire peut, s'il le juge utile, proposer à l'organisme l'adjonction à ses frais de tout aménagement complémentaire. Les projets correspondants doivent recevoir l'accord écrit de l'organisme sur le descriptif des aménagements avant tout commencement d'exécution.

13.11. Prestations

Le titulaire est tenu de maintenir les locaux et leurs équipements en bon état de fonctionnement et de propreté.

Les dommages causés par un usage anormal ou suite au non respect des consignes d'utilisation feront l'objet d'une demande de dédommagement à l'encontre du titulaire.

Ils seront calculés sur le prix de remise en état des locaux ou pour le matériel sur le prix d'acquisition d'un matériel neuf équivalent, déduction faite du taux d'amortissement du matériel endommagé.

Le montant sera notifié au titulaire avec la copie des factures concernées. Il est déduit des sommes restant dues au titulaire ou font l'objet d'un ordre de reversement émis par le comptable public de l'organisme.

13.12. Sujétions résultant des activités d'exploitation

Le titulaire ne peut se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération antérieurement planifiée.

13.13. Contrôle de l'exécution et de la qualité des prestations

13.13.1. Contrôle de l'exécution des prestations

Le titulaire doit communiquer à l'organisme dans les 20 jours suivant la notification du marché un planning hebdomadaire et un planning des prestations mensuelles, trimestrielles, et annuelles établi selon les périodicités fixées à l'annexe 1 Onglet "DETAIL DES PRESTATIONS FORFAITS" du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Un calendrier hebdomadaire devra être transmis comportant les heures d'arrivée et de départ du personnel affecté à chaque site. **En cas de modification pérenne ou exceptionnelle, un email devra être adressé à l'organisme pour l'en informer.**

Toute carence du titulaire dans l'établissement ou la communication du planning ou du calendrier pourra faire l'objet de l'application des pénalités décrites à *l'article 17* du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Le titulaire doit se conformer aux périodicités des interventions mentionnées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe 1 Onglet "DETAIL DES PRESTATIONS FORFAITS".

Lorsqu'intervient un fait générateur de retard, dans l'exécution des prestations, le titulaire est tenu d'en informer par écrit l'organisme dans les plus brefs délais sous peine de ne pouvoir invoquer ultérieurement ce fait, à l'appui de toute demande de prolongation de délais.

13.13.2. Vérification de la qualité des prestations

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. L'organisme désignera le ou les responsables chargés des opérations de vérification et d'admission.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement, sans exhaustivité, sur les points suivants :

- le nombre d'heures quotidiennes d'intervention,
- la qualité des prestations exécutées,
- la qualification du personnel,
- l'état des installations et des locaux entretenus,
- l'état du matériel utilisé par le titulaire,
- le respect des horaires d'intervention.

13.14. Réunion de suivi

Des réunions mensuelles et annuelles de suivi sont mises en place à l'initiative de l'organisme.

Ces réunions ont pour objet :

- d'établir le bilan de la période écoulée au vu des doléances des usagers et de la réalisation des prestations,
- de rechercher des solutions d'amélioration dans l'organisation du travail et dans la qualité des prestations,
- de faire le point sur les effectifs du titulaire (présence, remplacement...),
- de mettre à jour sur proposition justifiée du titulaire, le calendrier des prestations.

Ces réunions mettent en présence l'organisme et le personnel encadrant du titulaire.

Le titulaire devra s'y présenter sous peine de pénalités annoncées au présent CCAP.

13.15. Livraison des produits d'entretien

Les produits d'entretien sont livrés directement sur site. La livraison devra obligatoirement être supervisée par un responsable, représentant le titulaire du marché. Par simplification de livraison, celle-ci pourra être regroupée et intervenir sur un ou deux sites défini(s) entre le titulaire du marché et le service Logistique de la CPAM du Val-d'Oise. Dans ce cas le réapprovisionnement des sites sera à la charge et de la responsabilité du titulaire du marché.

Le titulaire doit veiller à approvisionner les sites selon la consommation réelle.

ARTICLE 14 : MODIFICATION DES PRESTATIONS

L'organisme se réserve le droit de procéder :

- À des modifications dans le nombre de sites à entretenir (en plus ou en moins),
- À des nouvelles configurations des locaux dans chaque site,
- À des changements dans la nature des sols ou des équipements à entretenir et à nettoyer, à des modifications temporaires ou définitives de fréquence et de volume de nettoyage sans que le titulaire puisse élever une quelconque réclamation,
- À des fermetures de sites,
- À des ouvertures de nouveaux sites,
- À des transferts de prestations sur un autre site dans le même périmètre en cas de fermeture du site initial.

Le montant du marché sera augmenté ou réduit proportionnellement et **un avenant** modificatif au marché sera établi.

3^{ème} PARTIE : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 15 : PRIX ET REGLEMENT

15.1 : Contenu des prix

Le titulaire déclare avoir fait à l'avance tous les **calculs et vérifications** qu'il croit utiles pour se rendre compte de l'importance des prestations et de leur valeur ainsi que des charges qui lui sont imposées, et que les prix forfaitaires annuels proposés ressortent de ses propres calculs.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais et sujétions afférents à la réalisation des prestations prévues aux CCTP, objet du présent marché et notamment les frais de main d'oeuvre, fournitures et transports nécessaires, ainsi que tous les frais généraux, bénéfices, frais de charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accidents personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Il est tenu, moyennant ces prix, de mener à leur parfaite terminaison toutes les prestations prévues au marché, y compris celles éventuellement insuffisamment décrites mais nécessaires au complet achèvement des ouvrages en parfait ordre de propreté, dont il se déclare technicien spécialisé.

Il ne pourra donc, sous aucun prétexte, arguer d'un défaut d'énonciation au CCAP et au CCTP pour demander, en dehors des prix fixés à l'acte d'engagement, le paiement d'une quelconque prestation.

15.2 : Redevance forfaitaire

Le montant de la redevance forfaitaire annuelle figure dans l'acte d'engagement. Il est établi sur une moyenne de 22 jours par mois.

Il est indiqué sur l'acte d'engagement en euros, en HT, en TTC. Le titulaire indique dans son offre, le taux et le montant de la TVA.

Il fait l'objet d'une décomposition du prix détaillée à l'annexe 1 jointe à l'acte d'engagement dont elle fait partie intégrante

Les prix unitaires serviront de base de calcul au montant des éventuelles pénalités et/ou réfections prévues à l'article 17 dont le titulaire pourrait être redevable.

L'exécution des prestations, notamment celles dont la fréquence est autre que mensuelle, devra être justifiée pour le règlement de la facture du mois au cours duquel elles doivent être réalisées.

L'absence de justificatif entraînera la suspension automatique du délai de mandatement, jusqu'à ce que la preuve de l'exécution des prestations ait été apportée.

En cas de discordance entre le montant de la redevance forfaitaire annuelle figurant à l'acte d'engagement (article 2) et le total des prix figurant aux annexes 1 et 2, le montant de la redevance forfaitaire prévaudra sur les prix figurant aux annexes et le titulaire sera tenu d'ajuster ces prix unitaires pour être en adéquation avec le montant total forfaitaire de l'acte d'engagement.

Le prix est réputé être établi aux conditions économiques du mois qui précède la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

15.3 : Prix prestations ponctuelles

Ces prestations sont définies à l'Annexe 1 au CCTP : ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE (Onglet "PRESTATIONS A LA DEMANDE BPU").

L'organisme, au fur et à mesure des besoins, établira un bon de commande pour la réalisation de ces prestations. Leur montant sera calculé sur la base des prix unitaires figurant à l'acte d'engagement.

Les prix unitaires, qui serviront de base de calcul à leur montant, seront déterminés en fonction de la nature et du volume des prestations à réaliser.

Le bon de commande précisera le ou les prix unitaires correspondants à la prestation effectuée.

Ces prestations feront l'objet d'une facturation séparée des prestations périodiques. Elles seront transmises à l'organisme après exécution des prestations.

Les factures seront établies en euros en HT et en TTC. Le titulaire indique dans son offre, le taux et le montant de la TVA.

Le prix est réputé être établi aux conditions économiques du mois qui précède la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

15.4. Révision des prix

Les prix resteront fermes et non révisables pendant la 1^{ère} année d'exécution du marché. Cette année débutant à la date d'effet du marché et s'achevant à sa date anniversaire.

Par la suite, en cas de renouvellement du marché, ces prix pourront être révisés une (1) fois par an à la date anniversaire du marché à la hausse ou à la baisse sur la base de la formule de révision suivante :

$$P = (0,15 + 0,85 \text{ net/net0})$$

Dans laquelle :

Net = Indices INSEE des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public Identifiant : 010766785, valeur à la date de révision.

Net 0 = même indice, valeur au mois zéro, mois précédant celui fixé pour la remise des offres

15.5. Modalité du règlement

Le règlement est subordonné à la notion du service rendu, matérialisée par l'exécution des prestations forfaitaires conformément aux stipulations du marché et par la production des bons d'interventions pour les prestations ponctuelles.

15.5.1. Règlement par acompte des prestations forfaitaires

Le règlement du forfait s'effectue mensuellement, à terme échu, pour un douzième du montant du forfait annuel, déduction faite du montant des pénalités dont le titulaire serait éventuellement redevable et/ou des réfections éventuelles.

En cas de mois incomplet, le montant à payer est déterminé au prorata « *temporis* » sur la **base d'un mois de 30 jours**.

La facture produite après exécution des prestations forfaitaires prévues au CCTP doit notamment comprendre :

- l'adresse du site,
- le détail des prestations réalisées,
- la date ou la période d'exécution des prestations,

15.5.2. Règlement des prestations ponctuelles

L'exécution des prestations ponctuelles prévues au CCTP est justifiée par un bon d'intervention (Cf. article 5.2.3.3 du CCTP).

La facture produite après exécution des prestations ponctuelles doit comprendre :

- la référence du bon de commande,
- l'adresse du site,
- le détail des prestations réalisées,
- la date d'exécution des prestations,

15.6. Etablissement des factures

Les factures sont établies :

- par site pour les prestations forfaitaires mensuelles après exécution du service fait,
- par bon de commande pour les prestations ponctuelles après exécution du service fait.

15.6.1. Pour les prestations forfaitaires

Les factures mentionnent au minimum:

- le numéro du marché,
- la nature des prestations réalisées,
- la période facturée,
- le montant H.T. du forfait,

- le taux de T.V.A.,
- le montant total T.T.C.,
- les lieux d'intervention.

15.6.2. Pour les prestations ponctuelles

Les factures mentionnent au minimum:

- le numéro du marché,
- la nature des prestations réalisées,
- les lieux d'interventions,
- la date d'exécution des prestations,
- le montant H.T.,
- le taux de T.V.A.,
- le montant total T.T.C.

Elles sont accompagnées des ***bons d'intervention*** correspondant aux prestations facturées.

Les prestations ponctuelles pour lesquelles le bon d'intervention n'est pas fourni, ne pourront pas faire l'objet de règlement.

15.7. Envoi des documents et factures

Dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS

En application des dispositions des articles L.2192-3 et L.2392-3 du code de la commande publique, le titulaire transmet ses factures sous forme électronique.

Pour ce faire, par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « ***Chorus pro*** », dans les conditions définies au présent article.

L'application *Chorus Pro* est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire est informé que *Chorus Pro* est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que *Chorus Pro* ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via *Chorus Pro*, l'Organisme informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

Le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'Organisme en tant que destinataire de la facture : 323 391 367 00030- Le code service : CPAMsacm- Le numéro de marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement |
|--|

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro> .
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

15.8. Délai de paiement

L'organisme se libèrera des sommes dues en exécution du présent marché, dans un délai maximum de 30 jours à compter de la remise de la facture et des bons d'attachements qualité.

Le dépassement de ce délai de paiement fait courir de plein droit, dans les conditions prévues par la réglementation et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du titulaire, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

15.9. Monnaie –TVA

La monnaie du marché est l'euro.

Le taux de la TVA applicable sera celui en vigueur à la date du fait générateur de la taxe.

ARTICLE 16 : AVANCES

En application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique, une avance doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et lorsque le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois. Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le maître d'œuvre atteindra ou dépassera 65% du montant initial TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80% du montant initial TTC du marché.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils ont la charge est au moins égal à 50 000 euros H.T et leur durée d'exécution égale au moins à deux mois.

Le versement de l'avance, dont le montant est égal à 5% du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement, sont effectués conformément dispositions du code de la commande publique.

4^{ème} PARTIE : PENALITES RESILIATION ET LITIGES

ARTICLE 17 : REFACTIONS ET PENALITES

Seules les prestations effectivement exécutées, de façon satisfaisante, donnent droit à paiement.

Dérogation à l'article 30.3 du CCAG/FCS

Si le représentant de l'organisme estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, il peut prononcer une refaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées, et ceci par dérogation à l'article 30.3 du C.C.A.G.F.C.S.

Lorsque le représentant de l'organisme estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec refaction, il en prononce le rejet partiel ou total.

Les décisions de refaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Ces décisions seront motivées.

Les prestations non exécutées, constatées par le représentant de l'organisme, font l'objet de **pénalités détaillées à l'article 17 du présent CCAP**. Elles devront par ailleurs être refaites par le titulaire. Celui-ci devra éventuellement dans un délai très court, défini par l'organisme, prendre toutes les dispositions pour effectuer cette remise en état (Cf. CCTP).

Dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, indépendamment et cumulativement, des pénalités pourront être appliquées sans avertissement préalable.

Les refactions et pénalités sont précomptées sur les sommes dues au titulaire. Etant entendu que les pénalités sont comptabilisées par jour calendaire.

En cas de carences du titulaire, de violation des clauses contractuelles ou de retards d'exécution, **les refactions et pénalités seront appliquées selon les modalités indiquées à l'annexe 1 du présent CCAP portant Fiche de pénalités applicables.**

Contrôle qualité

La qualité des prestations est appréciée à partir de la fiche qualité dont le modèle est joint à l'annexe du CCTP. Les pénalités sont calculées et appliquées à partir du résultat des fiches qualité. Si le représentant conteste le contrôle effectué et les remarques portées sur cette fiche, il s'abstient de la signer. Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours francs à compter de la date du contrôle pour notifier au pouvoir adjudicateur ses observations. Ce délai suspend l'application des pénalités prévues.

La signature de la fiche ou le silence du titulaire pendant ce délai vaut acceptation des remarques portées sur ces fiches et des éventuelles sanctions qui s'y attachent.

Suite à ces contrôles sont appliquées des pénalités détaillées au CCAP à l'article 17.

Tout manquement dans la qualité des prestations de nettoyage constaté lors des contrôles par la réalisation d'une fiche qualité (formulaire annexé au CCTP).

La formulation répétée d'observations (plus de 3 fois) sur la qualité des prestations de nettoyage fera l'objet d'un courrier recommandé par le pouvoir adjudicateur et entraînera à l'égard du titulaire l'application d'une pénalité forfaitaire de 500,00 € HT.

En cas de manquements répétés, l'organisme se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités.

Interruption de service

Nonobstant les dispositions supra, en cas d'interruption de service, la retenue appliquée est égale à :

$$P = R \times N / 20$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

N = nombre de jours pendant lesquels il y a interruption totale ou partielle du service (N est limité à 5 jours francs, au-delà de 5 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire)

R = montant total du terme mensuel

Nota bene : est considérée comme une interruption partielle, une interruption de plus de 4 heures ouvrées ou une prestation exécutée de 95 à 50 %.

Est considérée comme une interruption totale, une interruption de plus d'1 jour ouvré ou une prestation exécutée de 50 à 0%.

ARTICLE 18 : GREVES

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève de son personnel, le titulaire du marché sera tenu d'exécuter obligatoirement un service minimum pour que les prestations de nettoyage ne soient pas interrompues.

En cas d'impossibilité par le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du marché, l'organisme y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles, aux frais, risques et périls du titulaire. Les mesures qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de la grève.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'organisme par tous moyens de droit. Leur montant pourra être retenu sur les factures restant dues.

ARTICLE 19 : RESILIATION DU MARCHE

19.1. Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la résiliation est prononcée sauf si, dans le mois qui suit la décision de justice intervenue, le pouvoir adjudicateur décide de poursuivre le marché. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de la décision du pouvoir adjudicateur de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou de l'expiration du délai d'un mois prévu à l'alinéa précédent. Elle n'ouvre droit au titulaire à aucune indemnité.

19.2. Résiliation aux torts du titulaire

Dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec résiliation du marché à ses frais et risques dans les cas suivants :

- Lorsque le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance ;
- Lorsqu'il a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- Lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus ;
- Lorsque le titulaire s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations ;
- Lorsque les déclarations produites dans l'enveloppe telles que prévues au règlement de consultation ont été reconnues inexactes ;
- Lorsque postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ;
- Lorsque le titulaire a contrevenu aux obligations de discrétion et n'a pas pris les mesures de sécurité sur toute communication, de la part de l'organisme, de renseignements ou documents confidentiels ;
- En cas de retard réitéré ou de carence dans l'exécution de ses prestations.

En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 8 jours sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, celui-ci pourra faire assurer provisoirement par un tiers et à sa charge, l'exécution intégrale des prestations dues au titre du marché à la condition expresse d'adresser au titulaire défaillant une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, l'organisme y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles, aux frais, risques et périls du titulaire.

La décision de résiliation dans un des cas ci-dessus ne peut intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction dans un délai de quinze jours.

En outre dans les seuls cas de contravention du titulaire à la législation du travail, ainsi que celui du retard dans l'acquittement de ses obligations, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée et restée infructueuse.

ARTICLE 20 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend survenant à l'occasion des marchés passés avec l'organisme sera réglé conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Règlement des litiges à l'amiable

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du NCPC. Les parties peuvent également recourir au médiateur des entreprises.

Le règlement des litiges peut être soumis au comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA) de Paris.

Règlement des litiges par la voie judiciaire

Toute action en justice intentée par l'une ou l'autre partie sera soumise à la juridiction suivante :

Tribunal judiciaire de Nanterre - 179-191 avenue Joliot Curie - 92020 Nanterre Cedex.

5^{ème} PARTIE : FORMALITES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 21 : REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

En application de l'article L.8222-1 du code du travail, le titulaire communique **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents suivants, mentionnés au D.8222-5 du même code :

- a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois ;
- b) Une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- c) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- d) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce ;
- e) Une attestation sur l'honneur établie par ce titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du nouveau code du travail.

Les documents et attestations demandés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Le titulaire doit adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents cités ci-dessus aux services de la CPAM du Val-d'Oise.

Le titulaire est tenu de répondre, dans un délai maximum de 8 jours, à toute demande de la CPAM du Val-d'Oise sous peine de pénalités énoncées à l'article 17 du CCAP.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, la personne publique peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, l'accord-cadre, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution de 10 jours ouvrés, à compter de la date de notification.

ARTICLE 22 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, avant tout commencement d'exécution, le titulaire est tenu de pouvoir justifier à tout instant qu'il a souscrit une assurance garantissant les conséquences de sa propre responsabilité civile du fait des dommages de toute nature, matériels ou immatériels qui pourraient être causées tant à l'organisme qu'à des tiers, tant à l'occasion de ses interventions que du fait de ses préposés ou du fait des matériels dont il est le propriétaire ou le gardien.

Il déclare en outre, être son propre assureur pour les dégâts non couverts par sa police d'assurance.

Le titulaire garantit l'organisme que son assurance est suffisante pour couvrir les risques relevant de sa responsabilité.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu de répondre, dans un délai maximum de 8 jours, à toute demande de la CPAM du Val-d'Oise sous peine de pénalités énoncées à l'article 17 du CCAP.

<i>ARTICLE 23 : CHANGEMENT D'INDICE</i>
--

En cas d'arrêt de publication d'indices ou de changement d'intitulé, il sera appliqué les indices de rapport équivalent, la formule de révision de la prestation concernée sera alors modifiée en conséquence. Cette modification sera actée par avenant.

6^{ème} PARTIE : DEROGATIONS AU CCAG FCS

OBJET	ARTICLE DU CCAP	ARTICLE DU CCAG AUQUEL IL EST DEROGE
Pièces contractuelles	3	4
Prix et règlement	15	10
Envoi des documents et factures	15.7	11.8
Réfactions	17	25-3
Pénalités	17	14
Résiliation	19	32

Dressé par la Personne représentant le Pouvoir adjudicateur,
 En un seul exemplaire original,
 A Cergy, le 26 mai 2025,

La Directrice Générale,

Edwige RIVOIRE